

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CM-CIC PIERRE INVESTISSEMENT

Société civile de placement immobilier à capital variable
Siège social : 128, boulevard Raspail – 75006 Paris
334 325 586 R.C.S. Paris

AVIS DE DEUXIEME CONVOCATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée le vingt-quatre janvier deux mille vingt-quatre n'ayant pu valablement délibérer faute de quorum requis, les associés de la Société Civile de Placement Immobilier **CM-CIC PIERRE INVESTISSEMENT**, sont à nouveau convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire sur seconde convocation le premier février deux mille vingt-quatre à dix heures afin de délibérer sur le même ordre du jour :

1. Modification de la politique d'investissement immobilier sous condition suspensive de l'obtention du visa de l'Autorité des marchés financiers ;
2. Modification de la politique de recours au financement bancaire sous condition suspensive de l'obtention du visa de l'Autorité des marchés financiers ;
3. Changement de la dénomination de la société - Modification corrélative de l'article 3 des statuts ;
4. Modification de la commission de gestion de la SCPI – Modification corrélative du paragraphe 3 de l'article 19 des statuts ;
5. Modification de la commission d'acquisition ou de cession de la SCPI - Modification corrélative du paragraphe 4 de l'article 19 des statuts ;
6. Introduction d'un mécanisme de « compensation différée » des souscriptions/retraits et modification corrélative du paragraphe « Variabilité du capital » et de l'alinéa « valeur de retrait » du paragraphe « Retrait » de l'article 7 des statuts ;
7. Pouvoirs donnés à la société de gestion à l'effet de constater la levée de la condition suspensive et la réalisation définitive de la modification de la politique d'investissement immobilier et de la politique de recours au financement bancaire ;
8. Pouvoirs en vue des formalités.

Le projet de résolutions a été publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 3 du 5 janvier 2024.

La société de gestion